

DÉPARTEMENTALES ET RÉGIONALES
RAPPORT DE PIERRE LACAZE
CONSEIL NATIONAL DU 3 JUILLET 2021

Cher·e camarade,

Les élections régionales et départementales sont marquées par un taux d'abstention historique dans l'histoire de la République française et cette question fera partie de la première partie de mon rapport car elle révèle une situation sociale et politique qui travaille en profondeur la société française et notre peuple depuis des années.

Je souhaite avant tout saluer l'engagement des milliers de militantes et militants du PCF, qui ont su faire campagne souvent avec brio dans des conditions exceptionnelles : avec la pandémie, la superposition des régionales et départementales, la période très courte de déconfinement et de vote et la désorganisation des élections par le pouvoir exécutif.

Un salut aux militant·e·s et particulièrement à tous nos candidats et candidates qui ont fait campagne au nom du parti communiste comme titulaires, remplaçant·e·s ou sur une liste et ont su faire face à tous les enjeux des départementales et des régionales. Leur mobilisation a été déterminante dans nos résultats. Nous avons aujourd'hui à regarder si nous atteignons nos objectifs de septembre 2020 fixés par le Conseil national, réfléchir aux enseignements de ses élections et à la situation politique qui en est issue.

À l'automne dernier nous avions l'objectif de mettre au cœur des élections les politiques de solidarité dans la vie quotidienne de nos concitoyens, les enjeux économiques et sociaux. Nous voulions renforcer les majorités de gauche en considérant que cela passait par un renforcement du nombre d'élus·e·s communistes. Nous alertions sur la division à gauche et sur le besoin de faire agir les collectivités de gauche sur l'emploi, l'énergie, le pouvoir d'achat face à la gravité de la crise. Nous voulions bousculer le paysage politique et faire bouger les lignes à gauche.

Nous verrons qu'en partie nous atteignons ces objectifs mais dans un contexte extrêmement particulier, mouvant et au vu de la hauteur de l'abstention qui oblige à beaucoup d'humilité sur l'analyse des résultats.

Il y a eu aussi de fait deux élections différentes, départementale et régionale, avec des lignes de force identiques et des particularités, les régionales ayant une incidence forte sur les départementales, mais avec selon les régions des disparités importantes en nombre de voix et en pourcentage sur les résultats et le rapport de force gauche-droite. Nous aurons à poursuivre une analyse fine des résultats par région et département.

Dans les deux cas le poids des sortants est un fait important comme celui de l'affrontement gauche-droite ou gauche-extrême droite et nous avons eu du mal à imposer des débats politiques sur le fond.

La précampagne est marquée par la mise en avant médiatique de faits divers terribles, condamnés unanimement, mais qui ont enclenché plus d'un mois de débat médiatique incessant annonçant à coup de sondage erronés une victoire possible de l'extrême droite dans 6 à 8 régions, avec une quasi certitude en PACA et des scores du RN très haut même s'ils restaient inférieurs au score de 2015. Nous avons aussi dans ce cadre l'annonce de défaites pour la gauche : Bourgogne-Franche Comté, Centre-Val-de-Loire, avec aussi des défaites annoncées pour la droite face au RN en Grand-Est et Paca. Les mêmes sondages annonçaient des scores importants de la République en Marche dans plusieurs régions voire la capacité à en gagner en Bretagne.

Définitivement, mes camarades, les sondages se trompent et ne font pas une élection. La faible participation, les panels choisis, où souvent plus de la moitié des sondés indiquaient une intention mais en même temps le fait qu'ils n'étaient pas sûrs de voter, ont certainement faussé les calculs de sondeurs qui s'appuient sur la réalité des présidentielles de 2017 plus que sur celle du pays réel.

Dans tous les cas le retour du réel a été brutal. Les scores très hauts du RN et de la REM, qui devaient accompagner l'annonce d'un duel Macron-Le Pen en 2022, ne se sont pas concrétisés. Le RN et la REM sont les grands perdants des élections dans un contexte d'abstention historique sous notre République.

66 % d'abstentions dans la quasi-totalité des territoires, avec quelques différences, et frappant toutes les catégories socioprofessionnelles, même si les records sont dépassés chez les jeunes (87 %) et dans les quartiers populaires (entre 80 et 90 %).

Nous avons eu deux France, avec un tiers de votants et deux tiers d'abstentionnistes assumant leur choix avec des raisons multiples mais qui se sont abstenus au premier et au second tour. Second tour qui n'a pas vu de sursaut démocratique notable.

Cette abstention est le premier sujet de débat. Elle n'est pas un phénomène nouveau. Nous dénoncions déjà l'abstention en 2015, conduisant notamment à gauche à un décalage entre la France qui vote et les quartiers populaires. En 2021, cette question va au-delà des quartiers populaires et doit nous faire réagir dans nos pratiques militantes et campagnes électorales à venir. Depuis 2017 toutes les élections voient l'abstention progresser et s'installer comme un phénomène structurant. Il y a certainement des facteurs multiples mais nous devons prendre en compte que nous sommes dans un moment de désengagement démocratique, qui fragilise notre démarche de rassemblement populaire dans les luttes.

Nous avons potentiellement une situation à l'américaine, avec une majorité de la population qui pourrait se couper durablement du champ démocratique et les solutions de vote électronique, par correspondance ou par anticipation comme aux États-Unis ne règlent pas la question. Ces réponses correspondent aussi à des pis allers lorsqu'on fait le choix de ne pas faire du vote un moment de maîtrise publique avec des services publics dédiés. Je vais évoquer des aspects divers de l'abstention sans mettre de côté le fil conducteur que nous devons suivre : le fait qu'il y a une vraie question démocratique posée au pays et à nous-mêmes.

Le covid et le déconfinement très proche du vote n'ont pas aidé, ni le scandale de l'organisation des élections, avec la privatisation par le ministère de l'Intérieur de la logistique du matériel de vote. Aucune campagne officielle pourtant promise par l'État et qui devait mobiliser les médias

durant trois mois, pas d'animation spéciale sur les radios ou télévisions. Absence de matériel de vote dans de nombreux départements, difficultés de mise sous plis ou d'acheminement avec dans de très nombreux cantons voire des territoires de certaines régions l'absence de professions de foi ou de bulletins de vote malgré des délais d'impressions très contraignants. Au second tour des régionales le mémento indiquait le dépôt des listes pour le mardi à 18 heures, quand les préfetures conseillaient une impression des bulletins et professions de foi le lundi à 15 heures. Une organisation scandaleusement inopérante. La difficulté à mettre sur pied un meeting ou tenir des réunions, à faire du porte à porte, le laps de temps court de la campagne réelle sont aussi des données à prendre en compte. Le « ni gauche ni droite », la confusion du mandat d'Emmanuel Macron, la charge depuis son élection contre les corps intermédiaires, contre les partis, au profit de mouvements gazeux a avec le confinement travaillé la question de l'engagement. Celle-ci pose des difficultés aux organisations syndicales, associatives ou politiques, qui tentent d'associer le plus grand nombre. On voit aussi dans les élections professionnelles ce désengagement démocratique.

La mise en place de la loi NOTRE avec les grandes régions, le doublement des cantons, la difficulté à saisir les enjeux de ces élections, de comprendre les différences, ont certainement contribué aussi à cette abstention. La réponse qu'on entend à nouveau avec le « millefeuille » et la suppression des départements ne ferait qu'aggraver les difficultés. Notre démocratie a besoin d'élus de proximité, de politiques claires, compréhensibles par toutes et tous. Notre pays a besoin de politiques, de débats de fond mais sur des réalisations, sur du concret. La politique des réseaux sociaux, du buzz, de la simple communication, la parole superficielle ne font pas recette. Cette abstention massive interroge aussi sur la décentralisation, les moyens des collectivités territoriales, la méconnaissance très forte de leurs rôles et certainement, nous le verrons l'année prochaine, l'idée que les choses se règlent ou se jouent à l'échelle de l'État, qui est celui qui doit faire face aux crises et qui peut y répondre. Le rôle de l'État, l'aménagement du territoire, la place des collectivités, communes, départements et régions, sont des questions pour beaucoup de nos concitoyens qui ont exprimé leur désintérêt pour cette élection, considérant que les choses ne se décident pas à ce niveau.

Dans un sondage Ipsos Sopra-steria, des abstentionnistes ont été interrogés sur les trois raisons principales pour lesquelles ils ont décidé de ne pas voter. La première d'entre-elles est qu'ils entendaient manifester leur « mécontentement à l'égard des hommes politiques en général ». Dans 27 % des cas, les électeurs interrogés se sont abstenus pour manifester leur « mécontentement à l'égard des hommes politiques en général ». Dans 23% des cas, car « aucune liste ou aucun candidat » ne leur plaisait, ou qu'ils ne les connaissaient pas. Dans 20 % des cas, ils ont déclaré qu'ils n'avaient « pas la tête à aller voter », ou qu'ils avaient « d'autres préoccupations », qu'ils avaient « envie de faire autre chose ». Dans 18 % des cas, qu'ils ne s'intéressent pas aux élections et dans 17 % des cas, car « les résultats sont connus d'avance » et qu'ils estiment que leur vote ne changera rien au scrutin. Trois raisons sont données à égalité avec 14 % d'occurrences pour les interrogés : « L'action des régions n'a pas d'impact sur votre vie quotidienne », « les régions n'ont pas beaucoup de moyens d'action sur les sujets qui vous préoccupent vraiment », et « vous attendez l'élection présidentielle pour vous exprimer. »

L'abstention est la donnée incontournable de ces scrutins et doit faire relativiser les lignes de force du scrutin sans pour autant nous les faire négliger. Il n'y a pas à mon sens un mouvement abstentionniste politique massif mais une structuration en profondeur de difficultés démocratiques. Après les municipales de 2020 et l'abstention massive on voit d'ailleurs que nos

concitoyens ne remettent pas en cause ces élections et restent légitimistes, y compris chez les abstentionnistes.

L'autre donnée centrale des élections est le tassement de l'extrême-droite et l'échec du Rassemblement national, qui ouvre son congrès aujourd'hui à Perpignan, dans des conditions bien plus difficiles que prévues lors du choix de cette date et de ce lieu qui devait servir de tremplin à Marine Le Pen après des résultats très en dessous de 2015 et des sondages. Une défaite pour le RN à Perpignan, dans les Pyrénées-Orientales, en Occitanie et dans toute la France. Je veux saluer nos camarades des Pyrénées-Orientales qui ont fortement contribué à ce bon résultat.

Le plafond de verre s'est abaissé sur l'extrême droite, qui a vu le front républicain fonctionner en PACA. Le RN recule partout en nombre de voix et donc en nombre d'élus dans les assemblées régionales et départementales. Il reste à un niveau national autour de 20 %, qui laisse possible une présence au second tour de l'élection présidentielle, mais ces élections ne sont plus un tremplin pour les ambitions de l'extrême droite, qui sort en difficulté. Elles ont plutôt été pour elle un chausse-trappe. On a confirmation de ce tassement à la suite des municipales de 2020 où quasiment la moitié des conseillers municipaux du RN avaient perdu leurs places. 0 région et 0 département.

En 2015, le Front national, comme il s'appelait encore, était arrivé premier dans pas moins de six régions au premier tour : Provence-Alpes-Côte d'Azur, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est, Occitanie et Centre-Val-de-Loire. En 2021 ce n'est plus le cas que dans une, en PACA, et c'est une défaite plus lourde. 106 conseillers régionaux perdus par le RN, par rapport à 2015. Dans toutes les régions où il était présent, le nombre d'élus du parti d'extrême-droite a baissé à l'issue de ces élections régionales. Les revers sont particulièrement importants dans les Hauts-de-France, où la liste menée par Sébastien Chenu perd 22 sièges au conseil régional et en Auvergne-Rhône-Alpes où le RN perd la moitié de ses élus par rapport à 2015, passant de 34 à 17 dans une configuration inédite où la tête de liste de l'extrême droite était l'ancien responsable de France insoumise à Lyon.

Le Rassemblement national n'est plus présent que dans huit départements au lieu de 14, et perd 36 conseillers départementaux, soit plus de la moitié de ses élus à cet échelon puisqu'ils étaient 62 depuis 2015.

Le mode de scrutin majoritaire aux départementales est moins favorable au RN que la proportionnelle en vigueur pour les régionales. Dans le Pas-de-Calais, le RN conserve 6 élus sur 12, dont Marine Le Pen, réélue à Hénin-Beaumont. Dans ses défaites de l'extrême droite je veux saluer le rôle des candidats du PCF, qui sont responsables dans près de la moitié des cantons de la défaite du RN et notamment dans le Pas-de-Calais. Bravo à eux !

Il y a six ans, le vote RN représentait 27 % des voix au deuxième tour. Ce chiffre est aujourd'hui d'à peine 19 %. Dans les Hauts-de-France, Sébastien Chenu fait au deuxième tour 17 points de moins (25,7 %) que Marine Le Pen en 2015 (42,2 %). Dans le Grand Est, en Occitanie, en Auvergne-Rhône-Alpes ou encore en Bourgogne-Franche-Comté, les listes RN de 2021 affichent des scores d'une dizaine de points inférieurs à ceux réalisés en 2015.

Le RN est la formation politique qui perd le plus de voix et d'élus à ces élections.

L'autre grand perdant de ces élections est Emmanuel Macron et son parti.

Lui qui a cru sur la base des sondages pouvoir profiter du déconfinement pour faire campagne dans un tour de France improvisé mais visant à soutenir ses candidats et ses quinze ministres engagés dans ces élections, a essuyé une gifle électorale, avec une forte signification politique. Si en se maintenant dans quelques régions LREM obtient des élu·e·s, son score national inférieur à 10 % est un revers électoral lourd qui va handicaper l'entrée en campagne du président de la République, qui perd la région Bretagne et le département du Puy de Dôme, la première au profit d'une liste d'union de la gauche PS et du PCF, le deuxième au profit de LR. Ce n'est plus « ni gauche ni droite » mais une de gauche et une de droite. Au second tour les quelques marcheurs qualifiés font des scores encore plus bas qu'au premier, c'est dire. La REM est en difficulté ou absente dans la totalité des régions de France.

La droite LR est, comme aux municipales malgré les défaites dans de nombreuses très grandes villes en métropole, la gagnante de ces élections.

En conservant ses huit régions avec des scores très supérieurs à 2015 au premier et au second tour elle conforte ses majorités et partout arrive devant la REM dans un combat où les fameux sondages erronés prédisaient un match serré. Pas de match à droite. LR est devant et fortifie ses régions. A contrario de ce que nous pensions après les municipales, la droite sort gagnante des départementales, avec 68 départements, en prenant 5 départements à la gauche et en perdant 2. Dans de nombreuses régions la droite contrôle quasiment tous les départements si ce n'est dans la partie sud-ouest du pays, en Nouvelle-Aquitaine et Occitanie. Comme nous l'avions constaté aux sénatoriales, il y a une carte électorale de France où la droite assoit une hégémonie contestée par le RN, toute la partie est du pays, et où la gauche disparaît en partie mais résiste.

Cette avancée de la droite sur de plus en plus de territoires est une donnée politique. Les forces de gauche ont su faire face sur tel ou tel canton ou à l'échelle de départements par des rassemblements à gauche souvent initiés ou accompagnés par les communistes. Ces rassemblements ont permis de résister mais nous avons sous-estimé les vagues bleues portant les candidats sortants aux régionales. En Auvergne-Rhône-Alpes par exemple, la droite gagne de nombreux élu·e·s dans la Loire et l'Allier et réussit la conquête du Puy-de-Dôme et de l'Ardèche.

LR est remis en position de conquête suite à cette séquence départementale avec une question lourde qui reste celle de son candidat à la présidentielle.

À noter que je décris une situation propre à la Métropole mais qu'à la Réunion, en Guyane et en Guadeloupe c'est la gauche dans sa diversité qui gagne les régions.

À gauche, le PS connaît une situation quasi équivalente avec un maintien de ses cinq régions dans le cadre de listes d'union dès le premier tour où nous étions présents et de rassemblement de second tour avec EELV ou un écologiste dans trois régions et sans fusion en Occitanie et en Nouvelle-Aquitaine ni avec EELV ni avec la FI.

Les scores très importants du premier tour et du second, notamment dans la région Occitanie, permettent au Parti socialiste de progresser légèrement en nombre d'élus et de se réinstaller sur

la scène nationale. Aux départementales par contre le bilan est moins bon : le PS perd quatre départements et n'en gagne que deux : la Charente et les Côtes d'Armor. Il n'y a pas les conquêtes de grands départements qui étaient attendues et en Seine-Maritime le refus obstiné du PS de réaliser un accord avec le PCF y compris au second tour des régionales empêche la conquête du département. Malgré ces moins bons résultats aux départementales qu'aux régionales le PS sort renforcé de la séquence. Il a même potentiellement en plus d'Anne Hidalgo une autre présidentiable en la personne de Carole Delga, présidente d'Occitanie, présidente sortante la mieux élue avec 57 %. Les débats de second tour sur le refus assumé d'alliance avec France insoumise et le non-aboutissement d'accords avec EELV en Occitanie notamment, ont alimenté les réflexions à gauche. Comme les attaques violentes de Valérie Pécresse sur le rassemblement des listes de gauche en Île-de-France et l'incapacité d'EELV. Le PS arrive en tête dans toutes les régions qu'il présidait, et de loin, avec des scores moins importants que prévus pour EELV qui par contre arrive en tête de la gauche en Auvergne-Rhône-Alpes, Île-de-France et Pays-de-Loire mais de peu.

EELV ne réalise pas l'objectif fixé de conquête d'une région ni celui de confirmer après les européennes et les municipales sa capacité à être la force centrale à gauche. Ils vont progresser en élu·e-s régionaux d'une dizaine et à la marge pour les départementales. Il n'y a pas eu la vague verte qu'ils avaient prédite et font des scores relativement faibles au premier et au second tour quand ils dirigent des listes de rassemblement de toute la gauche, bien loin des 30 % à 40 % que réalisent d'autres listes de rassemblement des gauches sans eux et sans France insoumise. Leur arrivée en tête dans trois régions n'est pas significative, vu le très faible écart, mais leur bon résultat en Bretagne et le débat sur l'urgence climatique leur permet de poursuivre sur le lancement d'une candidature présidentielle à l'automne.

France insoumise, comme lors des municipales, est passée complètement à côté de ces élections, avec des résultats autour de 5 % lorsqu'il se présente seul ou avec le NPA. Ils auront quelques élu·e-s là où ils étaient alliés avec EELV ou nous dès le premier tour. Mais leur résultat aux régionales ou aux départementales souligne la difficulté politique qu'ils vivent. Ils sont pris pour cible et utilisés comme repoussoir à partir de propos de leur candidat à la présidentielle et ne réussissent pas à inverser cette pression aggravée par leur baisse dans les sondages. Ils rejettent tout accord avec le PS et se retrouvent en difficulté quand celui-ci le refuse au second tour. Clémentine Autain avec notre soutien réalise un score au-dessus de 10 % et contredit en partie cet acharnement contre France insoumise mais en jouant aussi sur sa différence et ses particularités au sein de ce mouvement.

Pour le PCF la perte du Val-de-Marne, dernier département communiste, est une défaite lourde dans un contexte de très bons résultats aux régionales et aux départementales dans le pays.

Comme aux municipales, avec la perte de Saint-Denis et Champigny, nous avons à la fois de très bons résultats nationaux et la défaite terrible d'une collectivité qui pour nous comme pour la presse et la sphère militante est un symbole d'échec du PCF. Sans sous-estimer l'impact de la défaite dans le Val-de-Marne, je tiens à souligner qu'encore plus qu'aux municipales cet échec ne s'inscrit pas dans un affaiblissement du parti, bien au contraire.

Comme aux municipales mais avec beaucoup plus de force nous stoppons notre affaiblissement, nous arrêtons de perdre, nous gagnons des élu·e-s et une plus grande représentation territoriale, y compris dans la capacité à participer à des exécutifs. Au bout de la séquence électorale issue du

congrès et à la veille de la présidentielle nous doublons notre nombre d'élus régionaux : avec 60 élus nous sommes un peu en dessous du niveau d'EELV, malgré l'absence d'accord en Normandie, qui nous prive d'élus supplémentaires. Nous gagnons une dizaine d'élus aux départementales mais le fait est que nous gagnons dans 80 % des départements avec des succès importants. Même là où nous n'obtenons pas d'élus nous réalisons de très bons résultats. Nous compensons en nombre d'élus les défaites dans le Val-de-Marne et trois ou quatre autres départements où nous perdons plus de vingt élus.

Quel est le bilan réel pour le parti ?

Nous étions absents de huit régions en France avant l'élection nous ne serons absents que de trois, dont Paca, dont nous avons obligé la tête de liste EELV à se retirer, à juste titre ; dont la Normandie où il n'y a pas eu accord de fusion et la Corse où nous ne réussissons pas à nous qualifier pour le second tour mais où je tiens à saluer l'engagement des camarades qui face aux listes nationalistes ont su constituer une liste et porter nos propositions, là où FI et PS incapables de faire une liste n'ont pas su ou voulu nous soutenir alors qu'ils n'avaient pas de candidats.

Nous sommes présents dans dix régions au lieu de cinq avant le vote et dans cinq exécutifs régionaux au lieu de deux.

Au premier tour je veux saluer le très bon score de Sébastien Jumel, qui frôle les 10 % et améliore son score de 2015 de près de 3 %, ainsi que celui de Cécile Cukierman, qui progresse par rapport à 2015, réussit à être au-dessus de 5 % dans des conditions de campagne difficiles avec une division des communistes et une vague bleue importante. Dans les deux cas, soit avec EELV ou avec le PS, les conditions de fusion ne sont pas respectueuses de notre formation politique et nous prive d'élus supplémentaires. Mais notre progression aux régionales est spectaculaire. C'est la plus importante à gauche et nous progressons aussi aux départementales. Ça nous donne des atouts pour les législatives notamment, pour le parrainage (nous avons là potentiellement la moitié des parrainages) et la campagne présidentielle bien sûr mais surtout pour mettre en œuvre nos propositions et lutter contre la droite dans un mandat de 6 ans et 9 mois.

Aux départementales nous étions absents de 58 départements dans le pays. Nous perdons notre représentation dans 4 départements et nous gagnons à nouveau des élus dans 17. L'objectif fixé en septembre de progresser en élus et d'être présents dans la moitié des régions et des départements de France est largement dépassé. Nous sommes présents dans 51 départements au lieu de 38 en 2015, avec des gains d'élus dans la plupart et l'entrée dans des exécutifs.

Je veux saluer les dirigeants du parti, les secrétaires départementaux et de sections qui avec beaucoup d'intelligence et de détermination politique ont en lien avec le secteur élection et l'engagement des militants permis ces succès. Cela va faire du bien à notre parti. Dans près de deux tiers des fédérations nous aurons un élu départemental ou régional.

Je laisserai les camarades du Val-de-Marne s'exprimer. Fabien Roussel était avec eux dès dimanche soir, plusieurs d'entre nous ont exprimé notre peine pour les habitants et les militants du département et notre détermination à le regagner. Je veux saluer le travail de Christian Favier, qui a su diriger ce département et mener une campagne électorale extrêmement difficile. La droite est menaçante dans ce département depuis toujours. En 2014 avec ses victoires dans le Val-de-Marne

aux municipales elle avait accentué cette menace. En 2020, lors des municipales elle a amplifié son implantation et nous avons perdu plusieurs villes. La division persistante des communistes à l'issue des municipales à Vitry a pesé dans le déploiement de nos forces militantes. Le positionnement d'EELV allant jusqu'à déposer des candidats dans plusieurs cantons y compris des cantons clefs a été fatal. EELV, qui à Choisy-le-Roi siège avec la droite, porte une responsabilité dans la perte du Val-de-Marne en ne permettant pas de créer les conditions du rassemblement de toutes et tous dès le premier tour, et y compris au second où ils auront en partie le même comportement. Ils ont joué dans ce département la défaite qu'ils considéraient comme acquise et la défaite a eu lieu. La situation était difficile et les raisons multiples mais beaucoup ne nous ont pas aidé à gagner.

Nos résultats de dimanche dernier sont le fruit d'un travail militant issu des municipales et de la dynamique que nous avons su créer. Que nous gagnions dans des accords de rassemblement ou en nous présentant seul, nous gagnons en étant à notre place et en ayant gagné cette place. Il n'y a pas de hasard : l'abstention massive de ces dernières années s'accompagnaient de notre recul, pas cette fois. Les listes aux régionales, les quadrinomes aux départementales permettaient des accords gagnants que nous n'arrivions pas à conclure, pas cette fois. Pour toutes les formations de gauche nous étions incontournables et dans beaucoup d'endroits cela amène de bons accords pour nous. Et en même temps je soulignais les difficultés : le Val-de-Marne ou les fusions en Seine-Maritime et en Auvergne-Rhône-Alpes. Personne ne nous a fait de cadeaux, les places nous nous les sommes gagnées. Quand EELV puis FI en Hauts-de-France ou alors le PS puis EELV en Normandie créent les conditions pour empêcher qu'un communiste, Fabien Roussel ou Sébastien Jumel, puisse conduire une liste de rassemblement à gauche, alors que les sondages annoncent de bons résultats ce n'est pas le fruit du hasard mais d'une décision politique de FI, EELV et PS de ne pas permettre au PCF de prendre toute sa place. Ces victoires nombreuses que nous obtenons avec des binômes, seuls, ou des quadrinomes d'union nous nous les devons, personne à gauche ne nous a fait de cadeaux. C'est le résultat de la reconnaissance de notre implantation, de notre capacité militante et souvent des bons résultats des municipales.

La situation politique à l'issue de cette séquence est celle du début de la campagne présidentielle et Ian Brossat développera cet après-midi sur ce que nous devons faire mais notre débat du matin fera le lien avec celui de l'après-midi.

Ces élections ont de fait constitué avec un ensemble de phénomènes une prime aux sortants et les régionales ont dans la plupart des cas imprimé leur marque sur les départementales.

À l'issue de cette séquence quel est le constat ?

D'abord l'abstention et le besoin de permettre à nouveau au plus grand nombre de s'engager en politique, de répondre aux besoins, de parler clair, de donner un espoir, du rêve, une perspective politique qui soit concrète pour nos concitoyens. Le besoin de répondre à ce défi démocratique en sachant à qui on s'adresse.

Le coup porté à l'extrême droite, qui subit un échec mais reste autour de 20 % et donc qualifiable potentiellement pour un second tour à la présidentielle. L'inexistence du parti présidentiel après quatre ans de mandat, la difficulté de refaire le coup d'En marche en étant au pouvoir et donc la tentation de cliver à droite (retraite, assurance chômage) pour exister, mais la possibilité aussi d'un échec de la candidature Macron ou d'une impossibilité à se représenter.

À gauche, des cartes rebattues, de mauvais résultats pour EELV quand ils conduisent le rassemblement mais de petits succès qui ont lancé immédiatement deux candidats aux primaires écologistes. Un PS qui revendique à nouveau un leadership. FI en grande difficulté, avec le risque comme aux régionales de dévisser complètement dans les sondages.

Pour notre parti, une présence territoriale renforcée et une présence dans le paysage politique. Nous avons besoin de donner à voir cette réalité, notamment comme dans les métropoles, départements ou régions, quant à notre capacité à assumer des postes de responsabilité. Nous avons aussi besoin de renforcer le parti en nombre d'adhérent·e·s après l'avoir renforcé en nombre d'élu·e·s. Il y a un espace politique plus important mais aussi plus disputé à gauche. Le duel Macron-Le Pen est de fait remis en question et la droite bien plus que le PS ou la gauche, même si globalement il y a de bons résultats, se positionne comme principal adversaire du président.

Je vous laisse maintenant exprimer votre analyse. Merci pour votre écoute.